

api

INFORMATIONS
REGIONALES

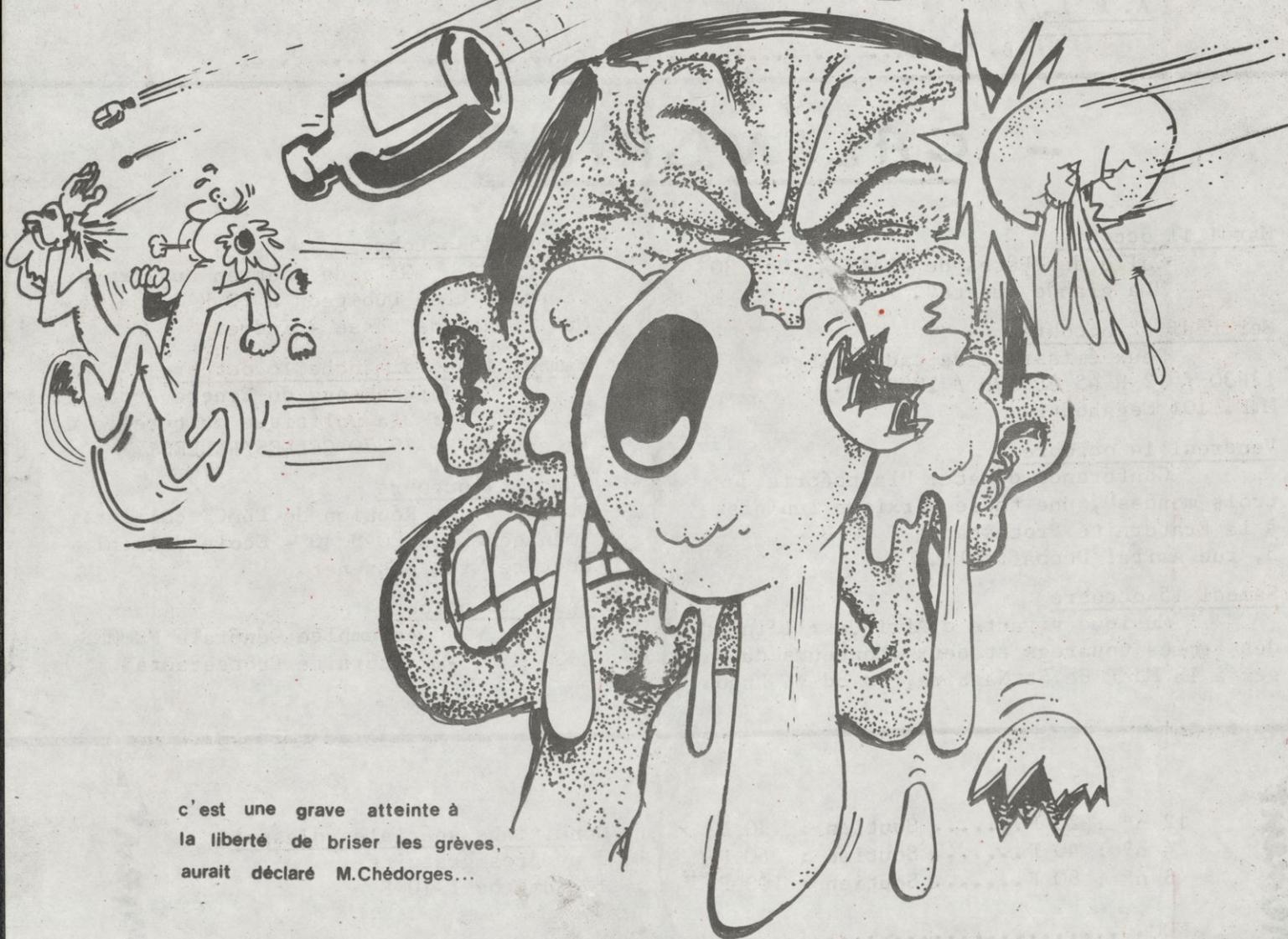
n° 1 / 11oct77

directeur: bernard lambert

2F

DUBIGEON :

la déroute des jaunes



c'est une grave atteinte à
la liberté de briser les grèves.
aurait déclaré M.Chédorges...

Sommaire

<u>OUVRIERS /</u>	Thiriet-Cattin : un pavé pour Guichard.....	P. 3 à 5
	Pluidor à Savenay : en grève depuis huit mois.....	P. 5 à 7
	Dubigeon : journée noire pour les jaunes.....	P. 8 à 10
<u>ECOLE /</u>	Grève au C.E.S. de Saint Mars la Jaille.....	P. 11
<u>ENVIRONNEMENT /</u>	Demain, on rasera gratis.....	P. 12
	La maison individuelle se case bien.....	P. 12 - 13
	L'Ergonomie.....	P. 13 à 15
<u>NUCLEAIRE /</u>	Contre - rapport.....	P. 16 - 17
<u>MEDIAS /</u>	RADIO LIBRE émet de nouveau.....	P. 18
<u>EDUCATEURS /</u>	I.M.P. DE PONTCHATEAU : une fermeture innacceptable.....	P. 19
<u>INTERNATIONAL /</u>	La lutte des étudiants comoriens continue.....	P. 20
<u>A. P. L.//</u>	B. D.....	P. 21

CALENDRIER

Mardi 11 octobre

Salle des Fêtes de BLAIN à 20 H 30
"La grande Muette".

Mercredi 12 octobre

Deux émissions de radio-libre :
12H30 / 12 H 45 et 19H / 19 H 15.
M.F. 101 Megahertz.

Vendredi 14 octobre

Conférence débat : "la théorie des
trois mondes", une thèse marxiste léniniste
à la Fraternité Protestante : 20 H -
3, rue Amiral Duchaffault.

Samedi 15 octobre

Musique vivante d'Afrique : l'Inzad
des femmes touaregs et deux chanteurs du Ni-
ger à la MJEP de St Nazaire, 33 bd V. Hugo.

Samedi 15 octobre

Gala de soutien aux travail-
leurs de chez Dubigeon à 20 H 30 salle
Municipale de Basse - Indre.

Samedi 15 et dimanche 16 octobre

Week-end du Centre Protestant
de l'Ouest : "la politique culturelle de
la gauche" - 79370 CELLES/BELLES

Lundi 17 octobre

Réunion de PLACE collectif
aménagement à 20 H 30 - Ecole d'Archi-
tecture, rue Massenet.

Jeudi 20 octobre

Assemblée Générale FEMMES
à 20 H 30 - Fraternité Protestante.

Abonnement

12 n° : 20 F..... Soutien : 30 F
24 n° : 40 F..... Soutien : 60 F
48 n° : 80 F..... Soutien : 100 F

Conditions spéciales d'essai
3 numéros gratuits
10 numéros : 10 F

NOM..... PRENOM.....
ADRESSE.....

Libellez le chèque à l'ordre des "Nouvelles Editions de l'Ouest"
et adressez-le à APL - 26 bis, boulevard Robert Schumann 44000 NANTES.

Abonnement

SODUS' CRIP'TION

apl apl apl apl apl apl apl

A la veille de 78, la lutte pour l'information devient plus âpre. L'APL a décidé de franchir largement le seuil des 1 000 exemplaires vendus et pour cela a pris un local afin de faciliter un travail approfondi d'information et d'animation.

Nous avons pris un risque pour amortir un local (900 F. par mois) et son aménagement (2 000 F.)

Mais c'est insuffisant. Nous avons l'ambition de faire de l'APL un véritable journal de qualité tant pour le sérieux des informations que pour la clarté de la présentation.

Un effort en ce sens doit s'accompagner d'un investissement en matériel. Il faut savoir qu'une machine à écrire IBM - à boules coûte environ 6 000 F. et qu'une offset permettant de sortir en double format revient à 70 000 F.

Il faut prendre un risque financier.

La volonté de travail de quelques-uns ne peut suffire. Il est temps que les amis de l'APL manifestent un soutien plus actif :

- en écrivant des articles ;
- en proposant et en participant à des enquêtes ;
- en diffusant l'APL dans les kiosques ;
- en le faisant connaître le plus largement possible.

Il faut absolument que chaque lecteur participe financièrement à notre effort, en fonction de ses possibilités.

Nous allons prochainement lancer une campagne d'affichage pour faire connaître notre nouvelle adresse et atteindre le plus de lecteurs possible.

Que ceux qui peuvent participer à cette action nous le fassent savoir.

Un lot d'affiches sera tiré sur papier fort et fourni à tous les souscripteurs qui en feront la demande.

Vous pouvez également nous contacter pour en commander un certain nombre que vous vous engageriez à vendre au prix minimum de 10 francs.

SOUSCRIPTION

En soutien à l' A.P.L. Informations Régionales ,
ci joint un chèque de :

NOM :
ADRESSE:

Libellez le chèque à l'ordre des " Nouvelles Editions de l'Ouest " , et adressez-le à "APL" 26 bis Boulevard R. Schuman 44000 NANTES .

THIRIET-CATTIN

UN PAVÉ POUR GUICHARD

THIRIET-CATTIN (144 travailleurs), la plus importante entreprise de la Baule, est pourtant une entreprise de pointe dans la métallurgie.

La fabrication de machines spéciales, faites à l'unité, nécessite une main d'oeuvre très qualifiée : outillage de fabrication, moteurs diésels, centrale hydraulique.

Elle était en sous-traitance avec Carnaud S. A., Citroën, Renault, C. T. T. Erickson etc... et travaillait à partir des projets des bureaux d'étude comme : CETI, OTALAS, TECHNI, MECA etc...

La direction de l'entreprise a empêché jusqu'en 1975 de super bénéfices, sans que les salaires suivent :

1972 : 130 000 F. de bénéfices
 1973 : 385 600 F. de bénéfices = 196 %
 augmentation des salaires = 13 %
 1974 : 583 500 F. de bénéfices = 51 %
 augmentation des salaires = 16 %
 1975 : 889 180 F. de bénéfices = 52 %
 augmentation des salaires = 16 %

Pour assurer des profits maximum, la direction n'a pas hésité à bloquer les investissements.

Ceci a eu pour conséquence le dépérissement du parc de machines.

La liquidation a été prononcée le 9 juin 1977 par le Tribunal de commerce de Saint Nazaire.

Comment en est on arrivé là ?

- En juin 1975, la direction réduisait les horaires de 44 H à 40 H sans compensation et remettait en cause les avantages acquis.

- Fin septembre et début octobre 1975, les travailleurs et leurs organisations CGT - CFDT ripostèrent et après une grève de 15 jours avec occupation contraignaient la direction à accepter le paiement de 2 H de compensation et le maintien de tous

les avantages.

- En janvier 1976 : devant la diminution du plan de charge de travail la direction mettait une partie du personnel en chômage partiel (32 H.)

Cette mesure était suivie d'une période de chômage total de 40 travailleurs.

De plus, la direction annonçait début mars le licenciement de 54 TRAVAILLEURS.

Une série d'actions était alors entreprise par les travailleurs et leurs organisations.

Cela se traduisait par une baisse importante de la production. De plus, l'inspection du travail était amenée à refuser les licenciements.

Devant la détermination des travailleurs, la direction était contrainte de réduire sa liste à 22 puis à 8 licenciements (personnel indirect).

Février 77 : alors que des contrats étaient pris quant à une relance de l'activité, la direction au cours d'une réunion du comité d'entreprise extraordinaire, annonçait aux élus du personnel que les banques venaient de lâcher l'entreprise et que sauf acquéreur, celle-ci pourrait fermer ses portes.

Après un cours passage en SPP (suspension provisoire des poursuites), c'étaient dans la foulée le règlement judiciaire et de la liquidation des biens prononcée de 9 juin.

Après les journées portes-ouvertes des 16 et 17 juin, les organisations ouvrières entreprenaient une large popularisation du conflit.

- expo sur les marchés ;
 - distribution massive de tracts.

Une manifestation intersyndicale rassemblait 500 personnes à la Baule le 25 juin.

Parallèlement aux actions, de nombreuses interventions étaient

effectuées auprès des pouvoirs publics, (Datar, Guichard) pour qu'une solution durable soit trouvée au redémarrage de l'entreprise.

un été à la baule...

Pendant la saison, en juillet et en août, de nouvelles actions permirent de populariser le conflit.

La direction n'a pas pu compter sur les vacances pour décourager les travailleurs.

Il faut dire qu'à Thiriet, la syndicalisation est ancienne, et très massive : 80 % des horaires - (ouvriers) (les chefs sont des mensuels) sont soit à la CGT, soit à la CFDT, et la combativité reste intacte.

Deux fois de suite, la mairie de la Baule a été occupée :

- une première fois par surprise,
- une deuxième fois par ruse (le flic de garde a détourné la tête au mauvais moment).

Guichard en personne a été troublé dans sa cérémonie d'ouverture de la Route Bleue : il a dû l'inaugurer à son autre extrémité, plus calme.

Un pique-nique s'est déroulé à l'Hermitage, le plus luxueux des grands hôtels de la plage.

Une manifestation de 250 personnes s'est déroulée sur le remblai de la Baule, avec ralentissement des voitures et distribution de tracts.



Cette manifestation était appelée par le Comité d'action pour la défense de la presqu'île, le syndicat des paludiers, les Paysans Travailleurs, la FDSEA et les organisations syndicales CGT et CFDT... mais ce fut bien la seule action commune.

En effet, pour la CGT, les "paludiers se sont servis du conflit pour se faire de la publicité, sans vraiment soutenir, d'ailleurs, on ne les a pas revus à la journée portes-ouvertes, sinon un paysan" ; "de plus des éléments extérieurs aux organisations s'y sont mêlés et ont voulu bloquer complètement les voitures, contrairement à ce qui avait été décidé."

on occupe

Faisant suite aux actions de l'été, l'occupation a été votée à l'Assemblée Générale du 15 septembre pour éviter le démantèlement de l'entreprise, la vente aux enchères du matériel (le préavis prolongé par les vacances se terminait).



Sur les 144 travailleurs, tous les ouvriers, une centaine, ont voté l'occupation et depuis, environ 80 participent aux tours de garde, par quart de 12 H. (soit cinq équipes de 15 : cette organisation souple permet d'installer une occupation de longue durée car le bilan ne sera pas déposé avant mars et il ne faut pas s'attendre à des propositions mirobolantes de rachat de la boîte).

En effet, c'est le tribunal de commerce qui se charge de trouver un

acheteur (mais pas de sauvegarder les emplois) et il est possible qu'un patron malin ne la reprenne (avec un effectif réduit) que pour bénéficier des primes à la création d'emplois, de la non-imposition par la commune (etc..) et plie bagage cinq ans après, les poches pleines (Cf. SEMM - Trignac).

Les 40 travailleurs de Thiriet qui se sont rendus vendredi à la chambre de commerce et à la Préfecture n'ont rien obtenu....

De plus, le terrain occupé par l'usine pourrait bien intéresser les promoteurs à l'affût d'une bonne affaire, malgré les déclarations tonitruantes de la Municipalité qui affirme

vouloir maintenir les emplois... de la part de Guichard, on serait tenté d'en rire.

relancer la production?

Les travailleurs de Thiriet-Cattin s'organisent maintenant pour briser l'isolement à la Baule, dans la région : une occupation "souple", l'A. G. hebdomadaire, pour éviter la lassitude, conserver le rapport de force favorable, peut-être des actions spectaculaires pour ne pas se taire oublier et faire jouer la solidarité... d'autres actions sont prévues...

C'est pas fini THIRIET...

Enquête APL

PLUIDOR

à Savenay,
en grève depuis
8 mois...

Depuis 8 mois, les établissements PLUIDOR à Savenay sont en grève.

A l'origine du conflit : une demande d'augmentation de L.F. de 1'heure et le paiement des jours fériés, ce qui n'a pas été fait depuis 1973.

Le patron, PEYRICHOUT propose 0,60 F. d'augmentation mais refuse les autres revendications.

Il faut dire que Pluidor se distingue par ses bas salaires.

A titre d'exemple, une ouvrière depuis 25 ans dans la boîte ne touche que 1 300 F. par mois.

Enfin, Peyrichout en profite pour liquider sa boîte au cours du conflit.

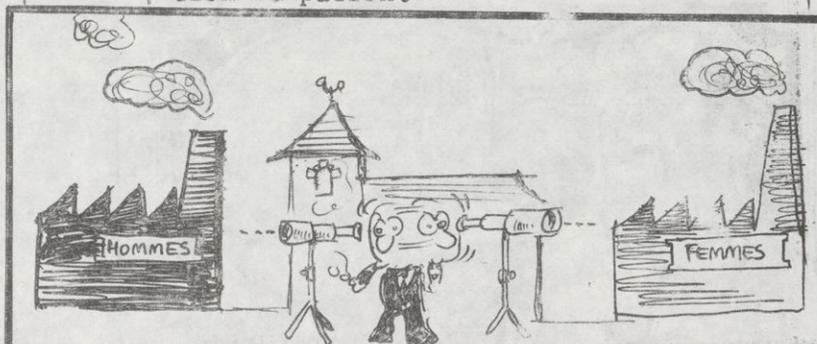
des petits trous dans les tuyaux : ça rapporte.

arroser dans des endroits précis.

Il dépose un brevet d'invention et ce petit truc va lui rapporter une grosse fortune.

A cela s'ajoute la concession pour la vente de certains modèles de Pompe à eau : voilà une entreprise qui marche fort bien.

11 personnes dont 7 ouvriers travaillent dans cette entreprise à la direction rétrograde, où hommes et femmes travaillent dans des ateliers séparés, à côté de la maison d'habitation du patron.



L'entreprise fabrique des tuyaux d'arrosage en plastique. Il y a quelques années, Peyrichout a une idée pour les améliorer en y perçant quelques trous de façon à

Seulement voilà, Peyrichout à 73 ans et commence à penser à la retraite.

Il existe à Nantes, dans le même domaine une entreprise, BELIN, qui touche la même clientèle.

Elle serait très intéressée par le rachat du concurrent Pluidor.

Les deux patrons y trouvent leurs comptes ; Peyrichout s'assure d'une bonne rente pour sa retraite et Belin se débarrasse d'un concurrent, se proposant de fermer l'entreprise de Savenay et de réembaucher 5 ouvriers dans son entreprise de Nantes.

l'emploi à Savenay

Savenay, à mi-chemin entre Saint Nazaire et Nantes, joue de plus en plus le rôle de cité dortoir.

- Les plus vieux travaillent à Saint Nazaire (aux chantiers et à Donges) ;

- Les jeunes emmigrent vers Nantes dans les bureaux.

L'entreprise la plus importante est constituée par EDF Cordemais dont les ouvriers sont peu intégrés à la vie locale.

A côté, deux autres secteurs se maintiennent :

1) - les petites entreprises artisanales sous traitantes, du bâtiment (sanitaire, chauffage...)

2) - l'agriculture.

A part la création de la zone industrielle qui se solde par un échec, la municipalité de droite n'a rien fait pour attirer les entreprises face à Pontchâteau où SAMBRON, fabrique de matériel pour les travaux publics et le bâtiment, ainsi que les piles Wonder, se sont installés récemment.

116 chômeurs à Savenay

Le reste des entreprises Savenaisiennes souvent liées aux Chantiers Navals de Saint Nazaire,

connaissent aujourd'hui de grosses difficultés.

Une des entreprises les plus importantes, les établissements ROBIN, fabriquant des sièges en mousse plastique qui avait trouvé un débouché dans l'aménagement des navires, est passée en trois ans de 49 à 10 salariés. - travaillant souvent une semaine sur deux.

On compte aujourd'hui 116 chômeurs à Savenay parmi lesquels 17 ouvriers mis au chômage le mois dernier.

pour le maintien de l'emploi à Savenay

Face à cette situation, les ouvriers de Pluidor maintiennent leurs revendications, mais l'intègrent dans une lutte plus globale pour le maintien de l'emploi à Savenay.

Un Comité de soutien a été créé. On y retrouve le P.C., P.S., U.D.B., P.S.U., OCT, CGT, CFDT, CSCV, JOC, mais également de nombreuses personnes qui y participent à titre individuel.

Un absent : les organisations agricoles FDSEA et Paysans Travailleurs. Mis à part quelques rares agriculteurs qui viennent de temps à autre, la liaison n'a pas été établie avec les agriculteurs de la région.

Le comité de soutien a organisé un certain nombre d'actions de solidarité, meeting, manifestations à Savenay, une vente de gâteaux qui a rapporté environ 5 000 F.

Peyrichout ne désarme pas

De son côté, le patron n'a pas perdu son temps.

Il a mis son entreprise entre les mains d'un syndic, M. GOUPIL (le même que pour Thiriet-Cattin) qui après avoir licencié 5 ouvriers, a reconnu la légitimité des revendications des ouvriers restants.

Mais Peyrichout n'a rien voulu entendre ; nous ne voulons pas croire, Monsieur Peyrichout que, alors que votre entreprise est liquidée mais en grève, vous faites travailler au noir, à domicile, des ouvriers de la région pour l'entretien du matériel (matériel qui est placé par vos représentants) ; nous préférons penser que si les gens de Savenay l'affirment, c'est qu'ils sont mal informés(....! ?)

Soulignons également que Peyrichout possède également à Nantes une petite boîte qui continue de tourner.

Sûr de ses arrières financiers, il est prêt à tout perdre à Savenay pour ne pas lâcher devant la pression des grévistes.

Cela ne va pas sans gêner énormément maire, député et conseiller général qui voudraient bien voir cette affaire classée et qui dans les couloirs se lamentent sur la "connerie" de ce patron de choc.

Forts du soutien d'une partie de la population, les ouvriers de PLUIDOR ne désarment pas et maintiennent leurs revendications.

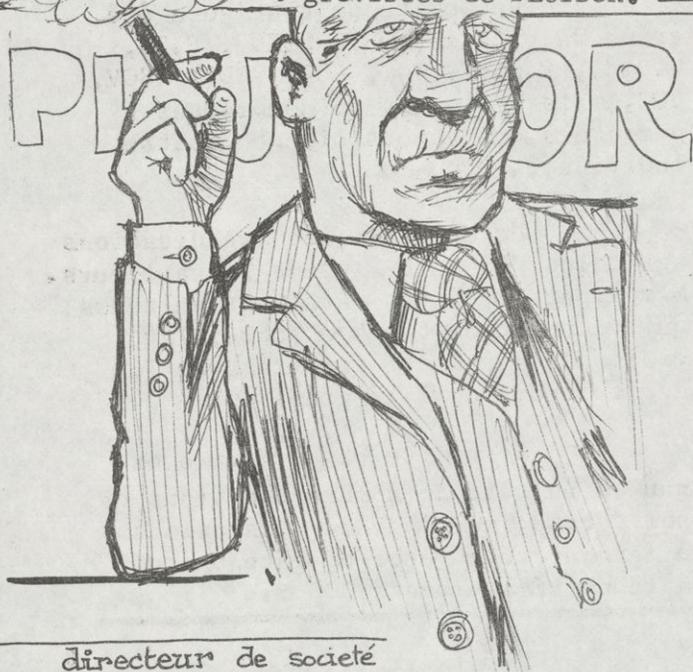
Mais il est certain que peu de perspectives s'offrent à l'heure actuelle et que l'un des points prioritaires est de mettre en place un soutien financier régulier.

En attendant, à Pluidor, la grève continue.

Enquête APL

PLUIDOR SOUTIEN FINANCIER

Les fonds peuvent être versés au Crédit Agricole de Savenay.
Compte N° 2 913 475 000 au nom du Comité de soutien des grévistes de PLUIDOR.



directeur de société
cherche tuyaux pour
liquider entreprise

GALA DE SOUTIEN A DUBIGEON

Gala de soutien aux travailleurs de chez Dubigeon Normandie en grève depuis quatre semaines :

le samedi 15 octobre

à 20 H 30

Salle Municipale de BASSE-INDRE

(et cette fois..... c'est vrai.....)

DUBIGEON

journées noires pour les jaunes



Manifestation du
vendredi 7 octobre

La semaine du 3 au 10 octobre a été surtout marquée, chez Dubigeon par la riposte ouvrière, bien réussie, aux provocations des jaunes.

On se rappelle que depuis plusieurs semaines, un COMITE ANTIGREVISTE a été mis sur pied par le patron lui-même ; Savary (Républicain indépendant, tendance Poniatowki...)

Plusieurs réunions ont eu lieu, à distance prudente de l'usine dont une, dans le cour même de la Mairie de Nantes (PC/PS)

Ces réunions ont rassemblé au maximum 366 personnes, dont un tiers environ d'ingénieurs et agents de maîtrise prêts à tout pour casser la grève, un tiers d'hésitants, lassés peut-être de l'action syndicale, mais pas d'accord pour faire le coup de poing contre leur camarades, et un tiers enfin, de sympathisants du mouvement en cours, qui vont aux rassemblements des jaunes pour s'informer et contrer les menées fascistes de certains cadres.

Rappelons que l'effectif total de Dubigeon est de 2 500 personnes.

D'après les militants de l'entreprise, le patron a fait une erreur capitale en allant haranguer lui-même

les non grévistes : une partie des mensuels (bureaux) de Dubigeon, tièdes au départ, se sont durcis contre Savary parce qu'ils n'admettent pas de servir de masse de manoeuvre pour une opération patronale visant à casser les syndicats.

Il est sûr en tout cas que l'opération de lundi 3 octobre a été bénéfique aux ouvriers, bien que ceux-ci, il faut le remarquer, aient passé outre les consignes données le matin même, au micro, par Daniel Remond (CFDT) et Doussin (CGT) : "ne pas répondre aux provocations des jaunes"...

A huit heures du matin, CHEDORGES, ingénieur, leader des antigrevistes, déclare à l'Ile Gloriette devant les jaunes : "Notre décision de reprendre le travail est définitive et irréversible... nous allons reprendre symboliquement le travail... vous êtes sous les ordres de vos supérieurs hiérarchiques directs".

Mais à la même heure, il y a du monde chez Dubigeon : 1 500 ouvriers grévistes, rassemblés dans la cour, attendant les renforts prévus pour 10 heures (meeting des métalos

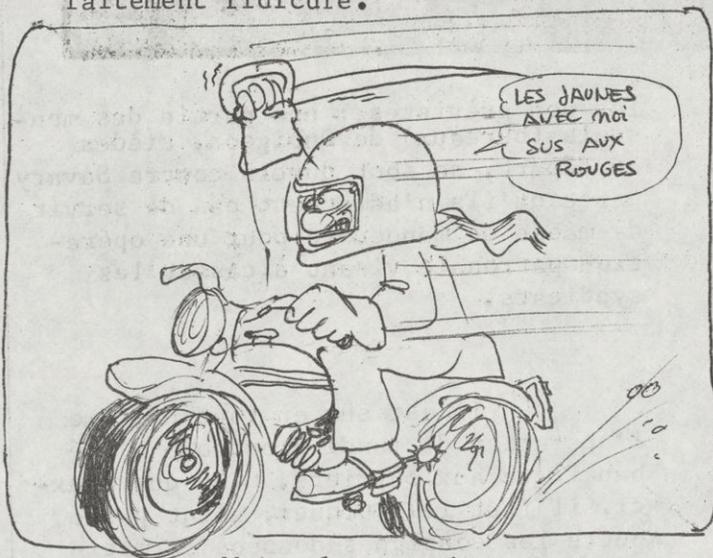


nantais), qui se monteront dans la matinée à 1 500 ou 2 000 personnes supplémentaires.

" Chedorges emmène donc les antigrevistes dans les cars Quérard prévus à cet effet, vers le château de l'Eraudière, sur les bords de l'Erdre, où les attendent un bon gueuleton, de l'alcool et quelques consignes.

A 14 H 30, espérant que le piquet de garde à Dubigeon soit dégarni, les jaunes, au nombre de 250 répartis en 9 cars, rentrent donc dans Dubigeon par la porte déserte du quai des Antilles, au fond de la boîte.

Ils sont précédés par Stéphane, directeur des travaux, muni d'une cagoule, d'un intégral et d'une honda bleue qu'il chevauche d'un air fier, et sur laquelle il est d'ailleurs parfaitement ridicule.



Mais, les ouvriers sont au courant de l'arrivée des jaunes.

Quand la porte du premier car s'ouvre, une salve de ferraille de pierres, de bouteilles vides, et même d'oeufs frais laissés sur place, le matin par les paysans, s'abat sur eux.

Le "commando" reflue vers la grande grille, la passe de justesse, puis tente un second débarquement 100 mètres plus loin, sur le boulevard.

Pas de chance pour eux : au même instant un groupe en bleus de travail, venant des ACB, chanvrier voisin de Dubigeon, leur tombent dessus ... les cars de nongrevistes s'enfuient en catastrophe, vitres brisées, moral

F.O. et QUERARD: un p'tit rappel ...

Rappelons que Quérard, loueur de cars de Bouguenais a cassé voici quelques mois la grève de ses chauffeurs, et leur tentative de monter un syndicat CGT en utilisant dans ce but Roc-ton et sa bande de FO - grands "révolutionnaires" que l'on rencontre au restaurant, avec le patron de la SNIAS ou dans la cour de la Mairie de Nantes, le jour du meeting des jaunes de Dubigeon.

D'ailleurs, le groupuscule FO/OCI venu distribuer un tract infect à Dubigeon le 4 octobre sera spontanément et violemment éjecté par l'ensemble des ouvriers présents.

visiblement très bas.

D'ailleurs Chedorges, leur chef, devait déclarer dans l'après-midi : "Nous vivons sous le régime de la terreur. Notre mission est terminée".

De fait, jusqu'au dimanche au moins, on n'entendra plus parler de Chedorges et de sa bande.

Une fois de plus, c'est une "connerie" de la direction et de ses sbires qui relance le mouvement : il est en fait que, sans cette provocation et la violente réponse des ouvriers, la grève toujours solide, allait sur son élan sans progresser.

Les collectes ont démarré seulement il y a 8 jours (pourquoi ?) le gala a été annulé, les délégations de Dubigeon se font tirer l'oreille pour se déplacer dans les sections qui demandent leur visite, il n'y a toujours pas de véritables A. G. mais des réunions d'information chaque matin bien suivies mais où les travailleurs écoutent passivement les orateurs.

Cela dit, pour éviter tout compte-rendu triomphaliste, mais sans donner évidemment, aucune leçon aux militants : c'est leur affaire et personne n'a publié jusqu'à présent le mode-d'emploi-prévu-d'avance-pour-une-grève-exemplaire.

La fin de la semaine a été marquée par la journée "paysanne" ; vendredi après-midi, (films et discussions de 150 ouvriers et paysans, avant la vente directe), par l'intervention

du SMG (voir ci-dessous), par les résultats brillants de certaines collectes (aux ACB : 1,3 million, soit trois fois plus que d'habitude pour un cas de ce genre) et moins brillants du rassemblement interprofessionnel de vendredi : 3 500 personnes pas plus. (à la SNIAS par exemple, la CGT a fait voter ses adhérents contre la participation au meeting).

Enfin, les négociations paraissent s'engager timidement : commission de conciliation sans résultat, jeudi, sur ordre du préfet, comité central d'entreprise à Paris lundi, GRENN, PDG du groupe ayant apparemment forcé la main à Savary, directeur de Nantes.

enquête Libération

4 oct 77

réunion sur la santé des travailleurs chez Dubigeon.

Cette réunion a eu lieu à la suite de la solidarité du SMG avec les travailleurs en lutte de chez Dubigeon (SMG = Syndicat de la Médecine Générale).

100 à 150 travailleurs y ont participé avec des délégués de la CGT, de la CFDT, des membres du comité d'Hygiène et de sécurité, et des membres du SMG.

Les travailleurs de Dubigeon-Normandie ont exposé les problèmes de santé causés par leurs conditions de travail :

- manipulation de l'amiante (problème en voie de solution) et d'autres produits toxiques ;
- travail de soudure à bord, dans les fonds, avec les problèmes de ventilation que cela pose ;
- les problèmes oculaires avec les éclats de soudure et de métal.
- problèmes du repas du midi, 50 minutes de pause obligent à manger avec un lance-pierre quand il faut se laver, se changer et faire un quart d'heure de trajet aller-retour pour aller jusqu'au restaurant d'entreprise.
- problèmes psychiques causés par l'incertitude actuelle sur l'avenir du chantier (deux suicides depuis le début du conflit).

Face à tout cela, les travailleurs ont noté l'absence de pouvoir de décision du comité Hygiène et de sécurité (avis seulement consultatif) et du médecin du travail.

Ils ont insisté sur l'absence actuelle de prévention des troubles causés par les conditions de travail et de vie en général (habitat, transport) dans la société capitaliste dont le rendement lié au profit est le but.

Le développement de cette prévention nécessite une lutte à tous les niveaux (quartiers, entreprises) pour que les structures de santé se transforment :

que ce soient les travailleurs et leurs familles qui décident, et non plus les patrons et leurs alliés objectifs que sont encore les médecins et le conseil de l'Ordre.

Correspondant S.M.G.



GRÈVE au C.E.S.

ST Mars la Jaille



Jeudi 29 septembre, une M.A. (Maitresse Auxilliaire) nommée depuis la Rentrée, au C.E.S. de SAINT MARS LA JAILLE, en Anglais (18 heures), apprend que le Rectorat la "déplace" à LAVAL.

Ce déplacement fait suite à la longue série de ceux qui ont déjà été faits depuis la Rentrée, aux nominations insensées, aux suppressions de postes, etc... CHATEAUBRIANT à ce sujet, est déjà en grève.

Manif à Chateaubriant

La Section S G E N du C..E.S. de SAINT MARS décide d'apporter son soutien au mouvement et se joint le vendredi 30 à la manifestation de CHATEAUBRIANT où Monsieur le Recteur d'Académie est en visite. Peu de monde à cette manifestation, mais les nombreuses banderolles, la gaieté et la détermination pallient au nombre.

Le Maire de SAINT MARS (De Cossé Brissac) assure tout le monde de son soutien et affirme qu'il en parlera...

"Demi"-satisfaction -

Lundi matin, 30 octobre, il n'y a pas de remplaçante à la place de la M.A. déplacée, au C.E.S. de SAINT MARS.

Tous les profs se mettent en grève. Ils le font pour protester contre ce déplacement "abusif" du personnel non titulaire, pour protester également contre le fait que l'on se fiche des enfants (qui n'ont pas de prof pendant tout ce temps). Et ceci, non seulement pour SAINT MARS, mais aussi pour les autres établissements dans la même situation.

Dans la journée, les profs en grève vont courir la campagne environnante pour faire de l'information et préparer une réunion de parents d'élèves pour le lendemain soir.

Le Rectorat après bon nombre de communications se rend compte qu'il s'est trompé en ce qui concerne les effectifs du C.E.S. (qui ont augmenté depuis l'an passé), d'où ce déplacement. Il annonce un "demi-poste" d'anglais (ce qui ne fait toujours pas les 18 h manquantes).

Le mardi, la grève continue et le soir les parents viennent à la réunion et décident avec les profs une manif au Rectorat pour le lendemain..

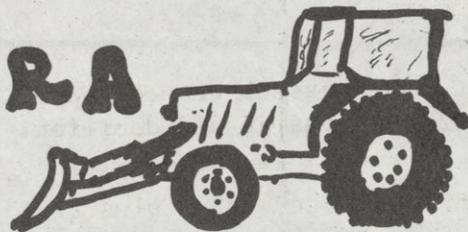
MERCREDI 5, cette manif se heurte aux portes fermées du Rectorat. Un employé du Rectorat prend quand même la pétition des parents et la porte dit-il au Recteur, lequel fait répondre que de toutes façons, tout est réglé pour SAINT MARS.

Vendredi, tout le monde reprend les cours, mais on se donne mardi 11 comme échéance.. Si satisfaction n'est pas accordée (un poste complet), des actions unitaires avec CHATEAUBRIANT, LA CHAPELLE, etc... seront mises en place.

Correspondance APL

P.S. A la Chapelle/Erdre, une M.A. d'anglais se retrouve "en trop" et doit elle aussi être déplacée. Le poste de ST MARS lui conviendrait, mais le Rectorat a du mal à faire le rapprochement entre les deux situations...

DEMAIN ON RASERA GRATIS



les élus de gauche et les urbanistes causent...

Les chers élus locaux et quelques ténors de la gauche (Martine Buron candidate malchanceuse du P.S. aux municipales de Château Gontier) étaient confrontés mardi et mercredi derniers à Nantes, aux urbanistes de la Société Française d'urbanisme dont beaucoup sont responsables des ghettos que nous avons vus construire ces dernières années.

La bonne démagogie habituelle coulait à flot, transportée par des phrases parfois complètement incompréhensibles.

Ce qui donnait parfois des situations d'un ridicule cocasse.

La conclusion à laquelle tout le monde arriva, c'est que le problème de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire était négligé par le programme commun.

A part ça : "lutter contre la ségrégation", "informer les citoyens" ... comme s'il n'y avait pas certains toujours mieux informés que les autres ou plus malins pour en profiter les premiers.

Les moyens restaient très vagues, chacun s'accordant à reconnaître que faire de l'information c'était très difficile...

"Demain on rasera gratis", c'est le thème de toutes ces réunions où l'on n'aborde jamais les réalisations payées par les municipalités de gauche plus anciennes : Grenoble vendue aux voitures pour gagner l'électorat des commerçants du centre, Lille où Mauroy à tenter de liquider la CSCV qui animait une grève des loyers HLM.

Pourtant, dans la région lilloise il y a des travailleurs informés : ceux des courées de Roubaix habités par le personnel non qualifié des fillatures liquidées par les monopoles capitalistes : immigrés, O.S. français ou retraités.

Ils se sont organisés en un atelier public d'urbanisme (APUR) qui organise la lutte contre la rénovation que tente la municipalité de gauche pour les chasser et tertiariiser cette vieille ville industrielle.

Pour ces travailleurs, vivre au pays, veut dire défendre son logement en même temps que son emploi mais pour cette réunion de beaux parleurs, il n'a jamais été question de l'information que les travailleurs s'approprient par la lutte.

PLAGE - comité Aménagement -

LA MAISON INDIVIDUELLE SE CASE BIEN



Jeudi dernier, le maire "socialiste" de Nantes, est allé inaugurer le Salon de la maison individuelle dont on nous avait tant rabattu les oreilles plusieurs semaines auparavant.

Et pour cause, car le public des vautours-constructeurs qui se trouvait là connaît parfaitement l'offensive gouvernementale actuelle visant à promouvoir l'habitat individuel, meilleur ghetto de paix sociale en période de crise.

En 1976, sur 9.000 logements construits, 6.000 étaient des maisons individuelles : un bien beau fromage.

Maître Chenard leur tint à peu près le langage du corbeau de la fable en les félicitant pour les maisons mieux intégrées aux sites !!! Soulignant l'erreur de marketing qu'il y aurait à ne pas protéger l'environnement.

Il leur conseilla de faire leurs maisons toujours plus confortables pour nos épouses, qui ne l'oublions

pas passent beaucoup plus de temps que nous au nid douillet.

Il émit enfin le vœux "socialiste" qu'un plus grand nombre puisse profiter de la maison individuelle en évoquant le problème du prix des soles.

Tous les vautours ne pouvaient qu'acquiescer puisque le prix des terrains est le principal obstacle à leurs affaires juteuses (slurp !)

Ceci conclu par un pot fraternel avec un fromage électoral potentiel.

Pas un mot sur les 150 licenciés de Payraudeau Biron Corlier ... et qui distribuaient des tracts à l'entrée, victimes de la réorganisation capitaliste qui coule les plus petits vautours pour caser les entreprises des grandes banques (Phénix = Banque de Suez).

PLACE - comité aménagement.



L'ERGONOMIE

l'étude des conditions de travail au service du profit

Les 29, 30 septembre et le 1er octobre avait lieu à Nantes le 13ème congrès de la société d'ergonomie de langue française.

Ergonomie : "science" du rapport homme-machine visant à améliorer le poste de travail et sa sécurité.

Tout ce qui était abordé était largement compréhensible par n'importe qui.

Les diapos et diagrammes projetés ne comportaient pas de mystère particulier : après l'accident (souvent grave), après l'observation d'anomalies de santé sur la population d'une usine, on modifie le poste, ou bien on y place des sécurités supplémentaires.

Cependant, déformation professionnelle ou volonté délibérée,

l'assistance de médecins du travail, psychologues et ingénieurs de firmes capitalistes employaient un langage inutilement intellectuel pédant et techniciste : science du poste de travail, l'ergonomie est une petite branche dans la vie de l'ouvrier ; on y prend bien sûr pas en compte le climat social de l'entreprise, les conditions de transport pour aller au travail, les conditions de logement que la bourgeoisie réserve aux travailleurs.

A un architecte qui s'informait du programme, il fut répondu que l'éclairage de l'atelier, l'insonorisation etc.. ce n'était plus de l'ergonomie, c'était de "l'ambiance d'atelier".

l'ergonome doit
savoir être économe
de moyens
un peu d'huile
et l'affaire est
entendue



On comprend que l'assistance ne pouvait pas avoir trop bonne conscience quand un ingénieur ergonomiste de Renault expliqua froidement l'intérêt de l'ergonomie :

- pour l'ouvrier : augmentation de la sécurité ;
- pour la société : baisse de la charge sociale que représentent les maladies et accidents du travail ;
- pour le patron : baisse de l'absentéisme, meilleure qualité et meilleur rendement au travail.

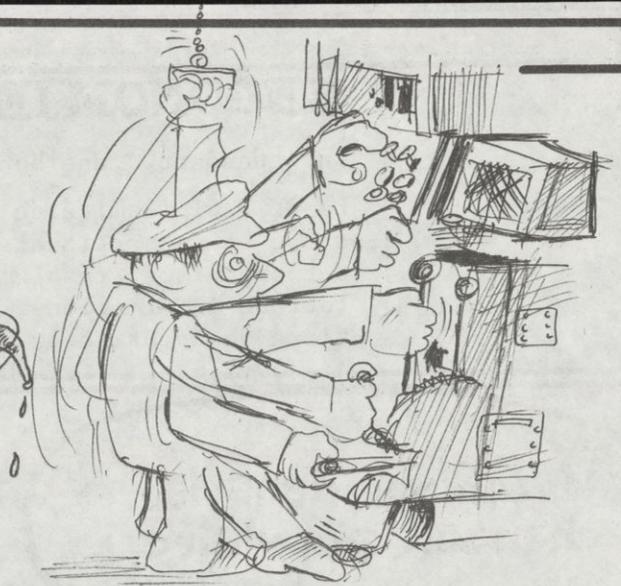
Moment pénible quand par exemple, un médecin du travail expliqua longuement comment, à la suite d'accidents répétés, il avait amélioré un poste où les ouvriers devaient manipuler des produits très dangereux : quelqu'un se leva dans la salle pour s'écrier qu'il existait depuis longtemps la machine qui supprimait tout contact humain avec ces produits, en s'étonnant qu'un médecin se prêle à ce bricolage fastidieux.

La rentabilité capitaliste imposait probablement à ce patron d'exposer ses ouvriers, au lieu d'investir pour leur sécurité.

Depuis la révolution industrielle, on a demandé aux techniciens de faire des machines productives, puis automatiques et aujourd'hui on leur demande de les faire sans danger, mais "laissez leur le temps de travailler"... répondait d'un air amusé l'ingénieur de Renault à une question sur l'intégration des recommandations officielles sur la sécurité par les concepteurs de machines.

Des découvertes extraordinaires étaient livrées aux congressistes : "les Ouvriers Professionnels sont plus bavards sur leurs postes plus créatifs que les O. S."

Comme s'il n'était pas évident que le capitalisme, c'était aussi le vol de tout le savoir ouvrier autrefois possédé par l'artisan pour transformer l'exploité en simple rouage de la machine à produire qu'il ne puisse plus jamais maîtriser.



L'un des rares travailleurs présents qui avait eu et le temps et l'audace de répondre à "l'invitation" à ce congrès, insista sur l'accélération des cadences favorisée par l'amélioration de certains postes de travail, et fit remarquer qu'ainsi, des interruptions de travail de 15 jours pour accident du travail ponctuels étaient parfois remplacées par des interruptions de plusieurs mois pour maladie nerveuse.

Des syndicalistes présents sont intervenus pour exprimer leur inquiétude face à l'impossibilité d'améliorer des conditions de travail quand les entreprises menaçaient de licencier à la moindre baisse de productivité.

Pour eux, la meilleure façon d'améliorer les conditions de travail c'est de changer le système économique et de stopper le système de production capitaliste.

Ils ont mis en garde aussi les travailleurs contre les façades d'amélioration des conditions de travail proposées par Sudreau (Cf. le rapport Sudreau) et Storelu, qui voudraient rendre les travailleurs (exploités !) responsables de la sécurité mais sans pouvoir sur la productivité où les patrons continueraient à imposer leurs conditions, qu'elles soient inutiles ou dangereuses...

Mais, ce n'était paraît-il, pas du domaine de ces ergonomes qui, il faut le signaler, sont payés en large part par le patronat.

commission espace de travail de PLACE
collectif aménagement et SMG
(syndicat de la médecine générale)

ERGONOMIE : suite :

En attendant, une bonne adresse :

Le GLISACT (comité de liaison et d'information sur la santé et les accidents de travail)

Cet organisme, résolument du côté des travailleurs fournit informations, expertises et soutiens en matière de sécurité du travail.

la femme dans la chanson populaire

Nous sommes deux copines cherchant à rassembler des chansons populaires françaises (texte et musique) évoquant les ROLES et les IMAGES de la FEMME.

Pourriez-vous nous aider en nous indiquant (ou en nous prêtant) les disques, les textes, les références que vous connaissez ?

Vous pouvez prendre contact avec Marie-Françoise au 71-57-55 à partir de 18 H 30 ou le jeudi toute la journée.

Merci.

P. S. : pour les disques, nous avons un bon matériel ; nous pouvons les enregistrer tout de suite.

jazz...rock
folk...

Suite à plusieurs voyages en Europe, j'ai eu l'occasion de me rendre compte que la musique contemporaine, le jazz, le jazz rock et le folk étaient très vivants en Pologne, Hongrie, Bulgarie, Allemagne de l'Est et Tchécoslovaquie.

Je propose la réunion de personnes et d'associations qui seraient intéressées d'organiser une rencontre de Jazz des pays de l'est et/ou autres manifestations se rattachant à cette idée.

Prendre contact avec :
Alain GUILLOT
14 rue Sarrazin NANTES.

FEMMES

A la suite de la réunion de rentrée au début du mois de septembre il a été décidé d'appeler à une Assemblée Générale le JEUDI 20 OCTOBRE à la Fraternité Protestant, 3 rue Amiral Duchaffault (NANTES). 20H30

Ceci, pour faire le bilan du mouvement des femmes et voir comment continuer cette année.

appel aux théatreaux amateurs

Nous sommes un groupe de théâtre amateur.

Nous avons déjà joué deux pièces sur "la justice" et l'autre sur le licenciement d'un travailleur, intitulée : "l'inadapté".

Nous avons besoin d'acteurs. Les pièces sont composées en équipe, par nous et jouées dans des meetings ou à l'occasion d'autres manifestations (exemple : soutien aux ouvriers de Garnier à Redon ; contre l'expulsion des Mouillé à Cheix en Retz, rassemblement national ouvrier à Paris etc...)

Si vous aimez cette forme de théâtre et si vous avez envie de monter sur les planches (ou sur l'estrade, car nous jouons dehors aussi) vous pouvez prendre contact avec :

Alain BARRE
4 rue A. P. Audouart
44200 NANTES

Tél : 34-46-32

CONTRE - RAPPORT

LA COMMISSION MUNICIPALE CHARGÉE DU NUCLEAIRE ET LE CONSEIL MUNICIPAL DE CHEIX EN RETZ CONTESTENT LE CHOIX DES COMMISSAIRES-ENQUÊTEURS ET LES CONCLUSIONS DU RAPPORT D'ENQUÊTE SUR LA DEMANDE DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DE LA CENTRALE ELECTRO-NUCLEAIRE DU PEL-LERIN - CHEIX EN RETZ.

1. COMPÉTENCE ...

Les trois commissaires, nommés par le Préfet :

- n'ont aucune compétence technique et le reconnaissent (page 30, 8ème paragraphe.).
- n'ont aucun mandat pour représenter la population concernée.
- ont été choisis tous les trois exclusivement dans la classe des "patrons et dirigeants" dont on sait qu'ils sont favorables en général au projet (voir prise de position de l'Union Patronale de Loire Atlantique - page 9, 2ème paragraphe).

La commission se déclare "pleinement consciente de sa responsabilité" (page 31 dernier paragraphe), alors que pour instruire le dossier elle s'est essentiellement référée à l'EDF qui est juge et partie..

2. PRÉSENTATION

La présentation comparée des oppositions et des approbations en nombre de signatures n'est pas faite. On omet de dire que la quasi totalité de la population est contre le projet, ce qui rend encore plus scandaleuse la réponse faite page 25 - III -1-1-1-2 par la commission sur l'absence d'information complète (même des risques) de la population, sur le secret des décisions d'implantation, sur le secret des dispositions de sécurité (ORSEC-RAD), sur la décision d'implantation non démocratique, sur le manque de loi concernant le nucléaire et l'absence

de débat public (page 6 - III -1-1, 1-2).

3. OPPOSITIONS ÉCONOMIQUES

La commission affirme sans preuve : "les besoins énergétiques rendent indispensables la réalisation projetée" (page 23 - II - 3ème paragraphe). Les expressions qu'elle utilise en témoignent :

- "Le nucléaire paraît donc devoir être préféré..." (p. 23 dernier paragraphe).
- "Il semble bien..." (p. 24 - 3ème ligne).
- "Il ne paraît pas prévisible..." (p. 24, 2ème paragraphe).



Contrairement à ce qu'affirme la Commission (page 24, 2ème paragraphe). La France dépend de l'étranger pour l'enrichissement de l'uranium (U RSS et USA) et en dépend pour son approvisionnement.

Le coût de l'énergie nucléaire est contesté par des scientifiques compétents. EDF n'a tenu compte ni de certaines exigences de sécurité, ni de la "gestion" des déchets :

JURIDIQUES

A La page 25 - III, 2ème paragraphe, il est clair que les commissaires considèrent qu'il est démocratique "d'informer la population d'une décision la concernant sans qu'elle ait eu à

l'approuver préalablement".

Contrairement à ce que pensent les commissaires (p. 25 - III - 2) il n'est pas du tout contradictoire qu'un dossier soit à la fois trop compliqué et incomplet.

La Commission reproche à la population de s'être opposée à l'enquête (page 25, dernier paragraphe). Cette attitude est largement justifiée a posteriori par le fait que, malgré l'opposition quasi unanime de la population, le projet est approuvé par la commission d'enquête. Les populations sont habituées à ce que l'on ne tienne pas compte de leur avis !

TECHNIQUES

A la page 26 - IV - 3ème paragraphe, on peut lire : "le nucléaire n'est qu'une technique nouvelle succédant à d'autres découvertes." C'est incroyable ! Qu'en pensent les habitants d'Hiroshima ?

Et à cet endroit du rapport, comme dans d'autres, on fait appel à la nécessité de confiance dans les savants favorables au nucléaire. On oublie de dire que, parmi les opposants au nucléaire, il y a aussi de nombreux savants tout aussi compétents.

A propos des déchets, on peut lire (page 28 - 2ème paragraphe) : "Le stockage des transuraniens... ne constitue pas un obstacle insurmontable", alors que ce problème n'est nullement résolu à l'heure actuelle.

Quant à la sécurité, la commission s'étend longuement sur les contrôles qui existeront (pages 16, 17, 19 et 20), mais elle ne donne aucune explication et aucune précision sur le déroulement des événements au cas où "les contrôles ne donneraient pas les résultats correspondant aux normes." Par exemple, si le taux de radioactivité dépassait la norme tolérée, que se passerait-il ?

Les commissaires mettent en cause, évidemment sans preuve, l'honnêteté des signataires de pétitions en reprochant à certains de ne pas avoir consulté le dossier (page 29 - 6ème paragraphe). L'attitude de ces opposants est légitime ; les arguments de l'EDF sont maintenant bien connus et ont été contestés par des personnalités scientifiques compétentes et indépendantes de tout parti politique.

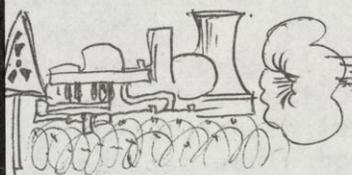
4. CONCLUSION

Les commissaires laissent également entendre que beaucoup de protestations viennent de personnes favorables à la Gauche. Là encore ils oublient de dire que la quasi totalité de la population s'est prononcée contre le projet et que les deux communes directement concernées, LE PELLERIN et CHEIX EN RETZ, n'ont jusqu'à présent jamais voté à Gauche.

Comme les arguments d'EDF, ceux des commissaires visent à rassurer en ignorant complètement les dangers. On promet qu'on recherchera la sécurité maximale, on demande de faire confiance !

LA POPULATION A DIT QU'ELLE NE FAISAIT PAS CONFIANCE .

ELLE VEUT DES CERTITUDES ET NON DES PAROLES RASSURANTES..



RADIO LIBRE 44

emet de nouveau

pourquoi une radio ?

Les radios et les télévisions jouent un rôle de plus en plus important dans la formation de l'idéologie des français.

Or, pour le moment, seul le gouvernement peut les contrôler totalement à la différence de la presse, ce qui lui donne un moyen de contrôle absolu sur la population.

Il est temps de mettre à bas le monopole de la télé et des radios qui n'est en fait que le monopole du patronat et de la droite pour dominer les travailleurs.

La gauche est pour le maintien du monopole. Mais qu'il soit de droite ou de gauche, le monopole n'assurera pas l'expression de la base.

La radio est un outil trop puissant pour le laisser dans des mains que l'on ne pourrait contrôler totalement.

quelle radio ?

Nous proposons une radio :

- locale, donc plus facilement contrôlable par les travailleurs (l'information sera centrée sur la région nantaise et la Basse Loire) ;

- indépendante de tout groupe politique et dont l'orientation sera déterminée par un collectif ;

- au service des luttes populaires (usines, antinucléaires, paysans).

Le but de la radio sera de donner la parole non pas aux leaders politiques mais aux travailleurs. A-t-on déjà entendu les ouvriers de Dubigeon, des groupes de femmes, les habitants du Pellerin et de Cheix expliquer librement le pourquoi de leurs luttes ?

- une radio sans publicité financée seulement par les auditeurs.

Nous lutterons pour que les radios locales soient sans publicité ;

- sur le plan musical, elle nous permettra d'écouter des chanteurs qui sont privés d'antenne par mauvais goût politique et les chanteurs régionaux.

prochaine émission :

MERCREDI 12 OCTOBRE

- de 12 H 30 à 12 H 45
- de 19 H à 19 H 15

Sur modulation de fréquence, aux alentours de 101 Mégahertz.



cinoche antimilitariste

MARDI 11 OCTOBRE, salle des fêtes de Blain à 20 H 30 sera projeté "La grande Muette", montage audiovisuel fait à partir d'un journal satirique du début du siècle : "L'Assiette au Beurre" à propos de l'armée.

Ses réalisateurs seront présents et participeront au débat.

(Libre participation aux frais)

IMP - PONTCHATEAU

une fermeture inacceptable

Le 30 juin 1977, l'I. M. P. (Institut Médico Pédagogique) de Pontchâteau, géré par l'association privée reconnue d'utilité publique, les Papillons blancs, a fermé ses portes.

Couvrant 20 communes environnantes, il accueillait 27 enfants handicapés.

établissement
non rentable ?

Au courant du mois de mars 1977, les Papillons Blancs ont décidé de fermer l'IMP ; motif :

MANQUE DE RENTABILITE :

Un déficit budgétaire était apparu au cours de l'année 76 dû à un absentéisme plus fort que celui prévu par le prix de journée.

En effet, celui-ci n'est octroyé par la DDASS que pour les enfants présents.

- Enfants absents : pas de subvention, or les charges fixes (salaires du personnel...) demeurent les mêmes.

- D'autre part selon une enquête faite par l'association, le nombre des handicapés est en diminution dans la région.

En fait, aucune enquête n'a eu lieu.

Les Papillons Blancs indiquent qu'un centre d'aide par le travail (C.A.T.) va être ouvert en janvier 78 à la Ducheraie en Cambon.

Mais celui-ci ne résoud pas le problème des enfants accueillis à l'IMP.

Le Syndicat Intercommunal exige qu'on y adjoigne un IMP et un IM Pro, (Institut Médico Professionnel), annonçant qu'il ne financerait par le C. A. T. si leur proposition était rejetée.

En fait, après réunion avec le Préfet, seul le Maire d'Asserac est resté sur cette position ; les autres ont capitulé.

Le Comité de Défense (CFDT, CSCV, PS, PSU, UDB, Paysans Travailleurs, les parents et le personnel de l'IMP) a

demandé une réunion commune avec les maires, la DDASS et les Papillons Blancs.

Pour l'instant, cette réunion n'a pas eu lieu.

De plus, certains parents demandent que les I.M.P. ne soient plus confiés à des associations privées mais totalement pris en charge par l'Etat et rattachés au ministère de la Santé ou de l'Education Nationale.

Mais les éducateurs ne trouvent pas cette solution à leur goût arguant du fait qu'ils ne seront plus libres de leur pédagogie (?)

Aujourd'hui, sur les 27 enfants, 5 n'ont pas été repris dans un autre IMP (on y trouve comme par hasard les trois enfants dont les parents ont été les plus combattifs).

Pour 11 autres, il existe des problèmes sérieux. Certains enfants ont plus d'une heure et demi de trajet.

"Les frais supplémentaires pour les familles : par exemple pour cette famille à qui on a demandé de s'engager à payer 40,00 F. par mois pour frais de déplacement.

Pour ces parents qui doivent conduire eux-mêmes leurs enfants chaque jour. Pour ceux qui vont chercher leur garçon ou leur fille, chaque week-end, à Mindin par exemple (frais de passage du pont en plus : 92,00 F. chaque semaine).

De telles conditions de vie faites à des enfants handicapés sont-elles tolérables alors qu'on ne les accepte pas pour des enfants bien portantes?"

(extrait de la lettre ouverte du comité de défense et des parents aux maires et conseillers municipaux concernés)

Dans ces conditions, certains parents préfèrent garder les enfants chez eux.

Est-ce la solution recherchée par les Papillons Blancs et les pouvoirs publics ?

Enquête A. P. L.

LA LUTTE DES ETUDIANTS COMORIENS CONTINUE

A.S.E.C. - A.G.E.G.
U.N.E.C.A. , U.G.E.T.

SUPPRESSION DES BOURSES

Les étudiants comoriens se sont vus couper toutes leurs ressources depuis mars 1977. Ne pouvant justifier de bourses d'études, ils sont en instance d'expulsion par les autorités françaises.

Vendredi 30 septembre : une délégation va au C.R.O.U.S.* mais n'obtient aucune assurance.

Lundi 3 octobre, l'occupation du CROUS est décidée. Elle dure environ deux heures. La Préfecture intervient, promettant qu'une réponse sera apportée dans les 48 heures.

OCCUPATION DU CROUS

Jeudi 6 octobre : une nouvelle délégation est reçue au CROUS, mais BONNIER le Directeur est absent. Les étudiants décident l'occuper le CROUS. SPARFEL, président de l'Université intervient. En fin de soirée, une entrevue avec BONNIER a lieu. Il prend l'engagement d'aller à PARIS jeudi prochain mais menace de transmettre les dossiers au Ministère de l'Intérieur si les étudiants n'acceptent pas de cesser l'occupation.

Vendredi 7 octobre, BONNIER propose en attendant de loger les étudiants dans les foyers SONACOTRA. Ceux-ci refusent, car ils veulent se voir reconnaître le statut d'étudiants et non de réfugiés politiques.

Voici, le tract distribué la semaine dernière au R..U. (Restaurant Universitaire)

Depuis huit mois, les conditions d'existence des étudiants comoriens ne cessent de se détériorer chaque jour davantage. Ceci est le reflet des conditions objectives des masses populaires comoriennes : la terreur, la misère et la répression barbare, devenues monnaie-

courante depuis le coup d'Etat pro-impérialiste du 3 août 1975.

A la veille de la rentrée universitaire, nos difficultés matérielles sont des plus inouïes. La suspension de bourses intervenue au mois de mars 1977 s'affirme comme étant une coupure définitive sans que la moindre justification nous soit fournie par les fascistes de MORONI.

Ainsi, nous nous trouvons privés de notre seule ressource pour faire face à nos besoins matériels les plus élémentaires. Devant une telle situation, le CROUS de NANTES décide de nous expulser des cités universitaires, car nous ne justifions pas d'une garantie de ressources. Alors que la situation des étudiants comoriens est des plus alarmante, l'impérialisme français et ses valets putschistes de MORONI ne cesse de jouer à cache-cache, et se dérobent par là même à leur responsabilité.

Aujourd'hui, la réalité de notre pays est sans équivoque : l'impérialisme français pèse directement sur MAYOTTE et de façon camouflée sur les trois autres îles.

A l'heure actuelle, on peut affirmer sans se tromper que rien n'a changé fondamentalement dans notre pays depuis la colonisation classique. En effet, hier comme aujourd'hui notre pays est membre des organisations économiques qui sont en fait des instruments d'exploitation du peuple comorien. Il est donc clair que le régime de la clique d'ALI SWALILI est un état fantoche qui se trouve de plain pied dans le giron de l'impérialisme français. (...)

Nous revendiquons un revenu sur, nous permettant de poursuivre nos études jusqu'à leur terme, et nous exigeons la réintégration définitive des étudiants comoriens dans les cités universitaires. Nous lançons un appel pressant à toutes les forces démocratiques de la place pour soutenir et faire aboutir nos justes revendications.

*CROUS: Centre regional des Oeuvres Universitaires

apl

la vie quotidienne d'un hebdomadaire

au fil de la semaine



vendredi soir

REUNION PUBLIQUE:

discussion et choix des textes avec tous les gens intéressés par un article et par l'ensemble du numéro à sortir.



samedi



dimanche



lundi



mardi



ET ENFIN, LA LECTURE:

